



HAL
open science

Mondialisation, bolivariisme et question nationale

Edgardo Manero, Eduardo Salas

► **To cite this version:**

Edgardo Manero, Eduardo Salas. Mondialisation, bolivariisme et question nationale. Le Mondial des nations, Choiseul France, 2011, 978-2-36159-003-1. hal-04282686

HAL Id: hal-04282686

<https://hal.science/hal-04282686>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

document

Cet ouvrage est né d'un pari scientifique ambitieux, et même un peu fou: visiter un maximum de nations sur les cinq continents et cartographier l'identité nationale de chacune d'entre elles.

Chercheurs, diplomates et journalistes, français et étrangers, ont ainsi interrogé le sentiment afghan, brésilien, marocain, israélien, chinois, yéménite, français... pour nous offrir un voyage insolite, passionnant et troublant.

Le Mondial des nations se lit comme un grand livre de contes humains, définitivement originaux.

LES AUTEURS

Tewfik ACLIMANDOS, David ALVARADO, Benoît ANTHEAUME, Maya ARAKON, Louis ARFÈGHINI, Inessa BABAN, Lionel BAIXAS, Louis BALHAZAR, Djilali BENCHABANE, Vincent BLOCH, Laurent BONNEFOY, Dominique BOXUS, Alain DIECKHÖFF, Renaud EGRETEAU, Nicolas FOUCRAS, Emile FRENKIEL, Nicole GABRIEL, Nathalie GRAVEL, François GUILLEMOT, Azadeh KIAN, Mariève LARUELLE, Georges LEFEUVRE, Edgardo MANERO, João MEDEIROS, Jean-Baptiste MEYER, Jean-Pierre MINAUDIER, Jean-Philippe NAMONT, Ruben George OLIVEN, Hubert PERES, Marc-Antoine PÉROUSE de MONTCLOS, Haykel RAHIL, Eduardo SALAS, Luc VACHER, Max-Joan ZINS

Diffusion CED
Distribution Belles Lettres

29€

ISBN: 978-2-36159-003-1



JOÃO MEDEIROS (dir.)

LE MONDIAL DES NATIONS

Choiseul

LE MONDIAL DES NATIONS

30 chercheurs enquêtent sur l'identité nationale

JOÃO ME

Choiseul

VENEZUELA

Mondialisation, bolivarianisme et question nationale

Les années 1990 ont installé dans l'opinion publique une « théorie de la mondialisation » construite sur le présupposé selon lequel la haute technologie a conduit à l'effacement des frontières nationales et à l'instauration d'un nouvel ordre géré et surveillé par des organismes supranationaux, c'est-à-dire qu'elle a institué une « civilisation universelle », née de la poussée de la technologie et de la mondialisation de l'économie. Cette théorie, étroitement liée au néolibéralisme et à une représentation anglo-saxonne du monde, s'est traduite par l'affaiblissement de l'État ou, au moins, par une transformation des fonctions traditionnelles accomplies jusqu'à présent par ce dernier.

À l'émergence de nouveaux acteurs, tels que les organisations internationales, les entreprises transnationales, la société civile internationale, etc., qui sont capables de disputer le pouvoir de l'État, en tant qu'acteur privilégié des relations internationales, s'ajoute la prééminence du paradigme de l'interdépendance complexe comme principe qui régit le nouveau contexte international. Ce dernier considère le système international comme un réseau composé par une diversité d'acteurs qui voient leur action déterminée par les « consensus acquis » hors des frontières de l'État-nation. Cela a des implications importantes sur les significations classiques du principe de souveraineté, puisque ce dernier se voit substitué par la notion de la « souveraineté partagée ».

Cette théorie de la mondialisation s'est répandue en Amérique latine pendant les années 1980 et 1990 avec les politiques de libéralisation économique, se traduisant par la réduction du rôle de l'État et l'accroissement des inégalités. Du point de vue social, cela s'est manifesté dans certains pays du sous-continent par l'émergence d'un nouveau « cycle de protestation »¹ qui, dans bien des cas, a fini par abattre les systèmes des partis traditionnels. Sous la pression des problèmes sociaux et économiques, les acteurs fondamentaux de ce nouveau « cycle de protestation » ont ramené la question nationale comme une expression de la frustration ou comme une idéologie de reconstruction de l'État dans des sociétés fragmentées à cause des politiques néoconservatrices².

Dans ce contexte général, cet article tente de retracer le retour de la question nationale au sein de la société vénézuélienne. Il s'agira de mettre en valeur le rôle joué par les représentations autour de la Nation dans la configuration du processus politique que vit la société vénézuélienne depuis l'arrivée du chavisme. Cet article, aura comme objectif de comprendre quelles sont les représentations défendues par les deux camps « se battant » pour l'hégémonie dans la société vénézuélienne, quels sont les rôles que jouent ces représentations à l'intérieur de leurs projets politiques, et quelles sont les implications de ces représentations dans le déroulement et les caractéristiques de la confrontation politique.

Crise d'hégémonie et question nationale

Le système politique vénézuélien qui est né avec la chute de la dictature en 1958 a profité d'une légitimité importante au moins pendant ses deux premières décennies d'existence. L'État pétrolier, garant de l'intérêt national, distributeur de la richesse et arbitre des conflits entre acteurs présents dans la société, avait soulevé l'idée d'inclure la population dans un projet partagé de modernisation et de développement. Les canaux d'inclusion, représentés par les partis politiques, servaient à donner forme à une démocratie représentative qui se voyait légitimée par de faibles taux d'abstention lors des événements électoraux.

1. Voir Tarrow Sidney, *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*, Alianza, Madrid, 1997, p. 359.

2. Voir Manero Edgardo et Eduardo Salas, *Mondialisation et « Nationalisme des Indes »*. *Contestation de l'ordre social, Identités et Nation en Amérique latine*, Méridiennes, Toulouse, 2007.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que ce système commence à montrer des signes d'épuisement : la société vénézuélienne entame un processus de changement profond qui se manifeste par une perte croissante de légitimité des acteurs traditionnels et du projet de modernisation et de développement que ceux-ci avaient impulsé dès 1958. La chute des prix des matières premières sur les marchés internationaux en général et du baril de pétrole en particulier, la crise de la dette vécue par les pays du sous-continent et les accusations de corruption récurrentes contre des hommes politiques vénézuéliens sont autant d'éléments qui permettent de comprendre ce processus de perte de légitimité. Le rôle de la médiation des partis politiques entre l'État et la société, ainsi que l'usage du revenu pétrolier comme source de modernisation et distribution du bien-être, étaient épuisés.

Pendant la décennie 1990, les acteurs du système politique ont tenté la réforme du système comme voie pour surmonter les symptômes initiaux de la crise. D'une part, ils ont essayé, dans le système politique, d'amorcer un processus de décentralisation tendant à déconcentrer le pouvoir et les décisions politiques de dimension locale à une échelle plus proche des communautés. D'autre part, le processus d'ouverture de l'économie, par le biais d'un programme d'ajustement structural, cherchait à diversifier l'économie, à réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'activité pétrolière et à stabiliser les indicateurs de l'économie.

Le contenu et la mise en œuvre du deuxième type de réformes ont conditionné sa réussite et son acceptation parmi la population. En effet, le décalage entre les promesses électorales du président Carlos Andrés Pérez³ et les politiques d'austérité mises en place dès son arrivée au gouvernement en 1989 ont provoqué la plus grande explosion sociale vécue par la société vénézuélienne au cours des trente dernières années. Une partie de la population a répondu aux mesures d'austérité en saccageant les principaux centres urbains trois jours durant ; une explosion de violence fermement réprimée par le gouvernement. Les chiffres officiels parlent de 300 morts, les ONG des droits de l'Homme en comptent plus de 1 000. Le *Caracazo* a fini par rompre définitivement les liens qui existaient auparavant entre l'élite politique et la population.

3. La campagne électorale de Pérez avait joué avec l'idée d'un maintien des conditions de son ancien mandat qui s'était déroulé sur fond de hausse extraordinaire du prix de pétrole. Du point de vue social, cette période était considérée comme l'époque dorée de la société vénézuélienne au XX^e siècle.

C'est dans ce contexte de perte de légitimité croissante du système politique et d'épuisement du modèle économique d'accumulation qu'il faut comprendre l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir. Sa condition d'*outsider* et d'acteur « antisystème », ainsi que sa popularité acquise lors de sa direction du coup d'État de février 1992, lui ont permis, dans un premier temps, de capitaliser ce mécontentement. Il s'agit d'une étape dans laquelle son *leadership* a une forte composante réactive. Le *leadership* de Chávez est soutenu fondamentalement par son opposition au système précédent et aux élites traditionnelles. Ceci explique l'hétérogénéité des facteurs qui intègrent le champ des forces s'articulant autour de la candidature d'Hugo Chávez pendant les années 1998 et 1999. Cependant, un *leadership* de caractère réactif n'est pas une base solide pour la construction d'un processus de transformation « révolutionnaire ». C'est la raison pour laquelle ce moment initial doit être dépassé et déplacé, dans un deuxième temps, au cours duquel Chávez doit élaborer des définitions « plus » politiques.

Envisager la mise en place d'un processus de transformation « révolutionnaire » en vue d'un nouveau régime politique et d'un nouveau modèle de développement demande aux acteurs qui l'impulsent d'entrer dans une dynamique de lutte « politique ». Il s'agit d'en finir avec l'hégémonie de l'« ancienne société » et des valeurs qui la soutiennent, ainsi que de créer des conditions servant à construire la légitimité d'un nouveau projet politique.

Dans ce contexte de lutte politique et de construction de sa propre légitimité, les forces du chavisme ont dû élaborer un discours combinant un diagnostic sur la crise de la société vénézuélienne avec un projet de reconstruction nationale. Parallèlement, il est aussi nécessaire d'articuler dans ce discours la définition des frontières identitaires entre un « Nous » et les « Autres », entre les sujets politiques qui impulsent la « révolution » et ceux qui s'y opposent.

Diagnostic et projet de transformation du bolivarianisme

Pour le chavisme, la crise de la société vénézuélienne n'est pas une crise conjoncturelle mais plutôt structurelle. Elle ne peut être surmontée qu'à partir d'un processus « révolutionnaire » capable de transformer toute la société. Cette crise, dans le discours du chavisme, ne trouve pas ses racines dans les vingt

dernières années, mais elle date du moment de la séparation du Venezuela de la Grande Colombie. Le chavisme donnera le nom de IV^e République au système politique qui s'instaure entre 1830 et l'arrivée au pouvoir de son leader et caractérisera cette période d'oligarchie et antinational⁴. Selon cette interprétation de l'histoire vénézuélienne, les deux éléments structurels qui expliquent les différentes crises traversées par le Venezuela sont liés à la question « sociale » et à la question « nationale ». L'*Agenda Alternativa Bolivariana*⁵, document rédigé par les anciens putschistes en 1996, désignait déjà la pauvreté et la dénationalisation comme les principaux problèmes constitutifs de la crise vénézuélienne.

Dans ce document, la pauvreté n'est pas abordée comme un problème lié à l'absence de richesses dans l'économie vénézuélienne ou comme l'effet non désiré du fonctionnement de cette dernière. Les inégalités et la corruption, produits de la connivence entre les élites politiques et les secteurs aisés de la population, sont tenues pour responsables de la pauvreté de la plus grande partie des Vénézuéliens. Ces explications retrouvent leur expression à plusieurs reprises dans les discours de Chávez sous la forme d'un paradoxe : comment un pays aussi riche peut-il présenter des taux de pauvreté qui dépassent 80 % de sa population⁶? La pauvreté est donc vue comme le résultat de la prédominance des intérêts de l'oligarchie, concept qui désigne l'alliance des élites politiques traditionnelles avec les élites économiques, sur les intérêts populaires. Cette articulation des intérêts donne comme résultat un scénario des inégalités de la population. Il place d'un côté, une partie de la population qui vit sans les ressources minimales de santé, d'éducation, de logement et sans un revenu

4. Ce classement du temps historique ne suit pas les critères traditionnels de transformation des systèmes politiques par la création de nouvelles Constitutions. Selon cette vision, en syntonie avec la tradition du nationalisme populiste et jacobin latino-américain, l'unification du temps historique est faite à partir d'une lecture particulière de l'histoire vénézuélienne, selon laquelle les intérêts « oligarchiques » et ceux des secteurs non nationaux ont prédominé pendant cette période.

5. Ce document peut être considéré comme le premier du Movimiento Bolivariano Revolucionario 200 (MBR-200), dans lequel est présentée -dans un programme de gouvernement- une systématisation des idées déjà présentes, mais faiblement articulées, dans d'autres documents précédents. Voir : MBR-200, *Agenda Alternativa Bolivariana*, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, Caracas, 2007.

6. Voir Chavez Hugo, « Discurso del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías, con motivo de la toma de posesión », in 1999 año de la refundación de la República. Selección de discursos del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías, Editions de la Présidence de la République, Caracas, 2005.

de base et, de l'autre côté, une partie de la population qui vit dans l'opulence : « [...] il y a quelques jours, nous avons été dans l'État de Zulia, nous avons atterri sur un terrain de golf appartenant à un Country Club, et à côté, au-delà de la clôture, il y avait les cris des misérables [...]. D'un côté, les terrains très verts de golf, avec un système d'irrigation et les parents des classes moyenne, moyenne-aisée et aisée, étaient en train d'apprendre à jouer au golf à leurs enfants [...], mais un peu plus loin, il y avait les cris des misérables qui habitent dans des bidonvilles très pauvres où il n'y a même pas d'eau [...]. Là-bas, il n'y a pas d'eau potable, ils boivent de l'eau polluée et les enfants meurent [...] »⁷.

L'autre élément présent dans le discours du chavisme décrivant la crise de la société vénézuélienne est celui de la dénationalisation. Dans un cadre général et historique, cet élément s'expliquerait par la mise en place, au Venezuela, dès 1830, de modèles politiques et économiques originaires d'autres latitudes. L'emprunt de ces modèles est interprété comme étant à la base des relations de dépendance et de domination subies par le Venezuela par rapport aux pays industrialisés. Il s'agit de modèles qui ne répondent pas aux intérêts nationaux, mais à ceux des pays étrangers. Ces arguments retrouvent leur légitimation dans l'imaginaire doctrinaire du chavisme. La revendication – de la part des chavistes – des idées de Simón Rodríguez – instituteur de Bolívar – sur la nécessité de construire des républiques dans l'Amérique hispanique avec des institutions propres, originales et en accord avec la réalité nationale, est à la base de la critique de dénationalisation de la société vénézuélienne sous la IV^e République.

Dans le cadre économique, ces idées sont liées au fait que le Venezuela demeure encore un pays exportateur de matières premières et importateur d'un grand nombre de produits de consommation. Cette structure de l'économie vénézuélienne est vue comme le résultat de la place donnée à ce pays dans l'économie internationale, où ce qui est produit n'est pas une décision propre mais une imposition extérieure. Derrière cette interprétation se trouve l'existence d'une division internationale du travail, selon laquelle les pays périphériques produisent des matières premières ou des produits à très faible valeur ajoutée et les pays industrialisés des produits de consommation et de capitaux. La

7. Chavez Hugo, « Discurso del Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías, con motivo de su visita al congreso de Colombia. Congreso de Colombia, Bogotá, 14 de mayo de 2001 », in *2001 Año de las leyes habilitantes. La revolución avanza a paso de vencedores*, Editions de la Présidence de la République, Caracas, 2005, p. 169.

domination consisterait à soumettre les pays périphériques à un rapport de dépendance par rapport aux pays industrialisés.

Dans un contexte historique caractérisé par l'application des politiques néolibérales pendant la décennie 1990, les critiques des boliviens sur la dénationalisation de la société vénézuélienne deviennent plus évidentes. Pour eux, ces politiques s'inscrivent dans un projet transnational qui a été construit à partir des intérêts étrangers et des intérêts des oligarchies nationales : « [...] ce modèle [...] s'inscrit dans un projet politique transnational qui a pour alliés les secteurs les plus puissants de la nation [...]. Au-dessus de tout, l'Agenda Venezuela [8] avance. Il est applaudi dans les salons les plus luxueux de Washington et de Caracas, tandis qu'il est subi par les foyers des Vénézuéliens les plus pauvres »⁹. En effet, pour les boliviens, l'imposition des modèles n'a pas été seulement le résultat de pressions externes. Ces modèles ont été mis en place dans un cadre de connivence entre les intérêts de l'oligarchie et ceux des acteurs externes. La mise en place de ces modèles, issus de l'alliance entre ces deux secteurs, est à la base des inégalités et de l'exclusion sociale.

De ces interprétations découle la volonté de rompre avec le système précédent et de construire un nouveau projet de société par le biais d'un processus de « transformation révolutionnaire ». Même si, tout au long de l'histoire du mouvement bolivarien, ce projet a varié dans ses contenus les plus concrets, certains traits généraux sont conservés. Ces lignes générales se sont manifestées à partir d'un discours de revendication et de reconstruction nationale s'appuyant sur les idées de « peuple », de nation, de souveraineté nationale, d'équité, de démocratie participative, de critique du « capitalisme sauvage » et du néolibéralisme, ainsi que sur le rejet d'un monde unipolaire et sur la priorité donnée aux relations avec les pays du Sud, en particulier ceux d'Amérique latine¹⁰. Les deux pôles, la question sociale et la question nationale, présents dans leur explication de la crise de la société vénézuélienne, sont articulés par les lignes directrices du projet national dénommé Proyecto Nacional Simón Bolívar.

8. L'Agenda Venezuela est le nom donné par le gouvernement de Rafael Caldera au programme d'ajustement structurel conseillé par le Fond monétaire international (FMI) et qui fut mis en place en 1996.

9. MBR-200, *Agenda Alternativa Bolivariana*, op. cit., pp. 9-11.

10. Lander Edgardo, « Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique », in *Alternatives Sud, Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Centre Tricontinental, Bruxelles, 2005, pp. 169-190.

Le Proyecto Nacional Simón Bolívar, comme tout projet de société, est constitué de deux éléments : un modèle de développement et un modèle politique. Le modèle de développement inscrit dans les documents du Movimiento Bolivariano Revolucionario 200 (MBR-200) est caractérisé comme endogène et autogestionnaire. Ces définitions supposent la construction d'une économie diversifiée, dont les décisions d'investissement et de production partent des besoins adaptés à la réalité nationale et non pas des intérêts externes. Dans ce cadre, l'État joue un rôle fondamental dans l'économie en tant que recteur et acteur central. Le régime de propriété développé par ce modèle est conçu comme un régime mixte et équilibré où l'État partage une association avec les secteurs privés de l'économie et les secteurs de l'économie sociale. À cet égard, l'État se présente comme principal associé des secteurs productifs du pays et comme acteur promoteur et créateur de nouvelles structures, telles que les coopératives, qui n'aient eu, jusqu'à présent, qu'un rôle marginal dans l'économie vénézuélienne. Les capitaux étrangers et privés nationaux sont tolérés, suivant les conditions spécifiques technologiques et d'investissement des différentes filières, et l'État se réserve la propriété des secteurs de l'économie qu'il considère stratégiques pour le développement du pays¹¹. Cette conception de l'économie met l'accent sur le rôle de l'État comme garant de l'intérêt national et comme acteur recteur du dynamisme de l'économie nationale.

L'autre élément présent dans le Projet national S. Bolívar est celui de la transformation du régime politique. La démocratie représentative et libérale y est perçue comme un modèle de domination politique qui a permis l'hégémonie des intérêts de l'oligarchie et des secteurs non nationaux. Ce type de démocratie, caractérisé par les principes de représentation et de division des pouvoirs, est accusé de substituer la souveraineté populaire par les principes de représentation. La représentation est vue comme une barrière entre la population et l'exercice direct du pouvoir. La division des pouvoirs est considérée comme fictive, puisque ce ne sont pas les intérêts du peuple qui contrôlent les différents pouvoirs publics, mais ceux de leurs représentants. Le *Libro Azul* souligne, de

11. Voir : MBR-200, *Proyecto de declaración programático MBR-200*, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación e Información, Caracas, 2007; « Medidas económicas y sociales que tomará el Consejo Nacional de Estado para la reestructuración económica, política, administrativa y social de Venezuela », in Alberto Garrido, *Documentos de la Revolución Bolivariana*, Ediciones del Autor, Mérida, 2002, pp. 180-189.

façon générale, que la démocratie représentative est un artifice qui a servi à dominer la population¹² et dans un autre document, ces énoncés prennent une coloration nationale en étant mis dans le contexte politique vénézuélien : « Au Venezuela, depuis trente ans, on nous dit que le pouvoir est exercé par le peuple et qu'on vit dans un régime de droits et de libertés. Cependant, l'expérience nous dit [...] que le pouvoir a été [...] l'instrument des groupuscules politiques et économiques [...] »¹³.

Ces conceptions critiques de la démocratie représentative et libérale amènent le mouvement bolivarien à repenser les idées sur le régime politique. Les conceptions de la démocratie en tant que « gouvernement du peuple » dessineront les lignes directrices d'un système politique fondé sur la participation populaire. Dans le *Libro Azul*, le MBR-200 propose la construction d'une « démocratie populaire bolivarienne ». Cette dernière est définie comme un système politique basé sur l'idée de l'autogouvernement et de la participation directe de la population. Même si le principe de représentation n'est pas éliminé du dessin institutionnel, les mécanismes de contrôle citoyen et de participation populaire dans le processus de prise de décisions politiques dans les instances locales cherchent à corriger l'éventuel décalage entre les intérêts de la population et ceux des représentants. Dans ce contexte, la démocratie est comprise comme le « gouvernement du peuple » et non pas le gouvernement d'une technocratie. La garantie de l'exercice de la souveraineté populaire dans les différentes instances de gouvernement (locales, régionales et nationales) est perçue comme le moyen de nationaliser la politique et d'éviter la suprématie des intérêts étrangers à la nation.

La politique comme une logique de guerre et la définition identitaire du bolivariisme

Le « Nous » est un critère d'association identitaire. Il représente l'ensemble des individus solidaires dans une proposition partagée de coopération mutuelle inscrite dans une vision téléologique de l'Histoire. Le « Nous » est

12. MBR-200, *El Libro Azul*, op. cit., pp. 40-41.

13. MBR-200, *Proyecto de declaración programático MBR-200*, op. cit., p. 7.

nécessairement une communauté d'argumentations définissant le but et les moyens pour y parvenir. Dans les argumentations sur la crise vénézuélienne et dans le projet politique du chavisme, nous retrouvons des ressemblances ou des éléments de continuité avec les définitions identitaires propres à la tradition du nationalisme populiste latino-américain : la croyance dans la constitution d'une communauté de destin, l'invocation des idées de patrie, de nation et de peuple comme éléments mobilisateurs, l'appel à la défense de l'autonomie nationale, la souveraineté, l'indépendance et l'identité nationale.

Pour les boliviens, aussi bien que pour le nationalisme latino-américain, le sujet historique de la révolution est le « peuple ». Ce dernier est défini comme un sujet collectif doté d'une conscience et d'un sentiment d'appartenance à une communauté. Cependant, le « peuple » en tant que sujet collectif recouvre différentes réalités. Il peut avoir un caractère inclusif, lorsqu'il sert à désigner l'ensemble des citoyens qui cohabitent dans un pays et qui font partie d'un corps politique unitaire. Il peut aussi renvoyer à une définition polaire, désignant un double mouvement et une relation contradictoire entre deux extrêmes, entre le tout et la partie. Dans ce contexte, il peut renvoyer à certains secteurs de la population désignant l'une de ses classes sociales ou un groupe de citoyens unifiés par une idéologie ou par un projet politique. Les deux derniers cas supposent une sélection à l'intérieur de la population pour définir ce concept, et par conséquent, l'exclusion du reste de la population du collectif d'identification.

Dans le cas du chavisme, l'idée de « peuple » renvoie aux Vénézuéliens qui participent à une vision particulière de la nation. Pour eux, la nation n'est pas un ensemble de sujets porteurs de droits individuels, elle est une communauté de destin. On ne peut entrer dans le « peuple » si on ne fait pas partie d'un système de croyance, si on ne partage pas une idéologie.

Même si cette notion a été construite sur le sentiment de l'appartenance à la communauté de destin et du partage d'une foi politique, les transformations idéologiques ou les conjonctures politiques peuvent représenter des mutations dans les définitions concrètes de l'idée de « peuple ». Cette dernière, comme toute catégorie identitaire, a un caractère essentiellement historico-dynamique, qui se transforme selon les conjonctures. Ainsi, par exemple, les adjectifs qui servent à définir le « peuple » en tant que sujet collectif dans le mouvement bolivien ont subi des mutations tout au long de leur parcours politique. Pendant les premières années du gouvernement d'Hugo Chávez, qui se

caractérisaient par une indéfinition idéologique en termes de la dichotomie traditionnelle droite/gauche, et par une diversité idéologique des bases d'appui du gouvernement, les adjectifs utilisés pour décrire le « peuple » avaient plutôt un caractère idéologiquement neutre. Ces adjectifs ont été ceux de « bolivien » et de « patriote ». Dans une deuxième étape du gouvernement, les adjectifs qui décrivent le sujet collectif commencent à prendre une dimension idéologique qui sera en accord avec la radicalisation du discours politique du chavisme. Ces adjectifs sont « révolutionnaires » et « socialistes ».

Outre ces éléments qui confèrent un caractère mouvant à la définition identitaire du chavisme, d'autres au contraire montrent une certaine continuité. Pour le chavisme, le « Nous » a toujours été associé aux couches populaires et, par caractère transitif, à la nation. Dans le discours chaviste, le « peuple » implique l'ensemble des classes subalternes. Il désigne toujours les pauvres, les déshérités, les exclus, c'est-à-dire le camp des « misérables », des « opprimés », des « vaincus » : les *indios*, les *negros*, les *zambos*, la *chusma*, les *niches*. Ceci s'inscrit dans une tradition qui dépasse les populismes latino-américains.

L'appartenance au « peuple » représente le niveau le plus haut de la conscience politique dans une société périphérique. La conscience de « peuple », bien que nécessairement plus générale et abstraite que la conscience de « classe », présente des similitudes avec celle-ci, dues à son interprétation des rapports de domination. Selon cette interprétation, la conscience de peuple a une triple implication : conscience de la nation opprimée, conscience de sa propre oppression et conscience des véritables alliés et des ennemis dans le processus de libération. En ce sens, le terme de « peuple » énonce une forme d'exclusion, définie en termes politico-idéologiques plus qu'économiques.

Dans ce contexte, la catégorie « peuple » apparaît face à deux catégories clairement antagoniques : l'oligarchie et l'impérialisme. Le « Nous » se trouve constitué par tous les citoyens qui refusent la domination étrangère et il est défini par opposition à cet « Autre » qui, indépendamment du fait d'être né sur le territoire même de la nation, au nom de la primauté de ses intérêts particuliers (égoïsme), attente aux objectifs et aux valeurs structurantes de la nationalité et menace l'intérêt national. Ces deux oppositions sont synthétisées dans la dichotomie : « national-antinational », « patrie-antipatrie ». Or, l'existence de l'« Autre » suppose la négation de la réalisation du « Nous ». Cette dichotomie est un élément central du modèle idéologique de confrontation et de mobilisation

politique, caractérisé par un sens accru de l'engagement, de la participation collective et de la primauté de la politique.

Pour le chavisme, l'idée de « peuple » est inséparable de l'idée de « patrie ». Seul est patriote, c'est-à-dire faisant partie du peuple, celui qui adhère au projet politique, l'unique garant des valeurs nationales. L'idée de « nation » est ainsi étroitement liée à celle de peuple et, de façon plus diffuse, à celle de classe. La « patrie » se présente donc comme un « territoire » indissociable du peuple qui l'habite. Une grande quantité d'expressions de la pensée nationaliste, fondamentalement dans sa version populiste, utilisent ces deux catégories avec un sens mobilisateur et légitimant.

Le recours à l'idée du peuple en tant que détenteur des intérêts nationaux sert comme élément légitimateur de l'action politique. À partir de l'axiome selon lequel les revendications soutenues par les secteurs populaires sont plus légitimes que celles proposées par d'autres secteurs (intellectuels ou de la classe politique traditionnelle), le peuple possède un sens infaillible de la politique : « la voix du peuple est la voix de Dieu ». Pour les chavistes, le « peuple » est une entité monolithique qui exprime la volonté générale interprétée par la direction charismatique du leader. Opérant par simplification, la référence au peuple rend possible l'autolégitimation de Chávez à partir d'une opération à caractère transitif. Le fait de parler au nom du peuple donne raison à l'émetteur. Parce que le peuple s'exprime à travers lui, il exprime la volonté populaire. Cette liaison entre le peuple et Chávez a été instrumentalisée à plusieurs reprises. Ainsi, les slogans politiques du chavisme lors des campagnes électorales font preuve de cette opération de simplification. Le slogan affiché dans les pancartes de propagande électorale énonçant qu'« avec Chávez, le peuple est au commandement » ou les énoncés toujours visibles sur les murs de Caracas signalant que « Chávez est le peuple » montrent l'union entre le peuple et Chávez dans le discours politique du chavisme. Si l'on fait le syllogisme des slogans popularisés dans le mouvement bolivarien, on trouvera que : si « la voix du peuple est la voix de Dieu », et si « Chávez est le peuple », alors la « voix de Chávez est la voix de Dieu ».

La triade peuple-nation-Chávez joue un rôle fondamental dans la démarcation des frontières politiques à l'intérieur de l'espace politique. Elle trouve son fondement dans l'opposition entre un « Nous » qui monopolise l'identité nationale et un « Autre » expulsé du champ de l'appartenance identitaire

nationale. La revendication, de la part du chavisme, du collectif le plus ample possible comme la nation, la patrie ou les Vénézuéliens expulse de ces mêmes collectifs l'« Autre » comme « ennemi ». Si, pour réussir les expériences politiques, les chavistes ont besoin de constituer un « bloc hégémonique » pour susciter l'adhésion des larges secteurs de la population, le « Nous » ne peut pas être toujours inclusif. Dans une logique agoniste il y a toujours un « Eux ».

Le chavisme réintroduit la nature agoniste du politique. Celle-ci jaillit de trois prémices profondément liées entre elles : il s'agit d'abord du retour à un modèle ami-ennemi et, par conséquent, de la reconnaissance de la dimension centrale de l'antagonisme comme constitutive du politique; ensuite, de l'impossibilité de consensus possible entre des projets radicalement opposés, dont l'un s'impose obligatoirement par rapport à l'autre; finalement, de la nécessaire destruction d'un ordre pour rendre possible la construction d'un autre. Ainsi, l'opposant n'est pas conçu comme un compétiteur, comme c'est le cas dans la tradition libérale et social-démocrate hégémonique dans une partie de la gauche latino-américaine depuis les échecs des années 1960 et 1970.

L'opposition patrie/anti-patrie sous-entend une symétrie des deux positions : l'emplacement de l'« Autre » apparaît comme inverse et complémentaire du « Nous ». Le fait d'être Vénézuélien se réduit en fait à la loyauté envers le gouvernement, un parti politique et une idéologie qui, dans son système de croyances, incarne l'idée de « patrie ». C'est l'identification de la nation à une idéologie. Cette position exprime plus que l'exclusion de ceux qui ne possèdent pas la nationalité, elle manifeste le refus de tous ceux qui, bien qu'ayant juridiquement cette nationalité, ne sont pas dignes d'être reconnus comme Vénézuéliens, c'est-à-dire comme une partie de la communauté de destin.

Le chavisme se présente comme une entité transpolitique. Être chaviste signifie simplement être un vrai Vénézuélien. L'assimilation de Chávez à la patrie et du Venezuela au Chavisme constitue l'identification originaire. Dans cette représentation identitaire, ne pas être chaviste signifie ne pas être Vénézuélien, et tout Vénézuélien qui s'oppose aux intérêts du chavisme, donc de la patrie, devient automatiquement un « apatride » et un « pitiyankee ». Chávez, en utilisant ces désignations pour englober tous les non-chavistes, dépouille ses ennemis de toute substance : ceux-ci se définiront de façon purement négative. En plaçant le chavisme dans la position de la patrie, le lieu de l'« Autre » est toujours celui de l'étranger.

Si le chavisme est le « peuple » et la « nation », il est très difficile, voire impossible, d'accepter la place de l'opposant. Soutenir cette conception de la politique et de la perception de l'ennemi est le devoir moral de tout citoyen. Ceux qui contestent cette conception sont rejetés hors du « Nous ». Cette perception de la menace établit l'espace de l'engagement et de la collaboration, de la loyauté et de la trahison. Cette conception poussée à l'extrême permet l'expulsion de ceux qui refusent de s'intégrer dans le corps politique national. En instituant la distinction entre vrais et faux Vénézuéliens, cette logique a pour conséquence d'exclure les uns et de rassembler les autres. Effacer les liens d'appartenance à la patrie situe l'« Autre » dans la tranchée opposée. Le fait d'être né sur le territoire national devient une question sans aucune importance. Le traître n'a plus de « patrie ».

Cette logique de division de l'espace politique entre « patriotes » et « apatrides », « révolutionnaires » et « contre-révolutionnaires » correspond à une conception de la politique comme logique de guerre. La représentation de la politique comme guerre pousse à son paroxysme la fonction la plus « positive » de l'idéologie : l'intégration, le maintien de l'identité de l'individu et du groupe. Pour prétendre incarner légitimement la volonté de l'ensemble des citoyens, le chavisme a besoin de la réduction du corps social à l'unité nationale. L'opération identitaire par laquelle le « Nous » des chavistes est convertie en une essence identifiée à la vénézuélianité institue aussi l'altérité. Cette vision engendre une logique qui s'exprime sous la formule « ami-ennemi »¹⁴. Soit on est « avec moi », soit, on est « contre moi ». Selon cette vision, les opposants ne sont pas des adversaires politiques porteurs d'une légitimité démocratique, mais des ennemis qu'il faut neutraliser. La résistance à la menace apportait du sens pour les personnes engagées dans une construction militaire de la politique.

L'opposition, l'effet de miroir

Après l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir, l'opposition vénézuélienne est entrée dans une période de crise. Il lui a fallu trois ans pour réussir la mobilisation de ses bases d'appui dans des manifestations contre le gouvernement d'Hugo Chávez. À partir de la grève générale du 10 décembre 2001 convoquée par le

14. Sur cette vision de la politique, voir Carl Schmitt, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Flammarion, Paris, 1992 ; Théologie politique, Gallimard, Paris, 1988.

syndicat patronal Fedecamaras et la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV), l'opposition commence un processus de renforcement qui arrivera à son zénith lors de la tentative du coup d'État d'avril 2002 et de la grève pétrolière de décembre 2002-février 2003.

Ce processus de renforcement de l'opposition vénézuélienne est accompagné d'un discours alternatif à celui du chavisme sur la nation. Dans ce contexte, le processus de lutte politique entre les deux camps est aussi un combat symbolique d'appropriation de la nation. L'usage du drapeau national et le chant de l'Hymne national, lors des manifestations du chavisme et de l'opposition, n'expriment pas leur partage de la nation, mais la lutte pour établir une signification particulière à la patrie. Les symboles nationaux sont les récipients qui portent l'une ou l'autre signification. Cette lutte symbolique montre que l'imposition de l'une des visions entraîne l'exclusion de l'autre.

Pour l'opposition, le « Nous » revendiqué est le « citoyen ». Cependant, cette revendication du citoyen a des caractéristiques particulières. Il s'agit d'un citoyen doté seulement des droits et des devoirs politiques. Cette définition néglige les aspects économiques, sociaux et culturels qui font aussi parti d'une notion plus élargie de la citoyenneté. C'est pour cela, que, face à la perte de légitimité des partis politiques, l'opposition s'est organisée autour des « organisations de la société civile », défendant fondamentalement, les droits politiques des citoyens. Il s'agit des organisations de défense de droits politiques et civils, des écoles de citoyens, des organisations de quartiers, des organisations centrées sur le fonctionnement d'une conception particulière de la démocratie. Les droits sociaux, économiques et culturels ne sont pas mentionnés parmi leurs centres d'intérêts. C'est un élément révélateur d'une conception restreinte de leur définition de la citoyenneté. La valeur d'égalité est seulement revendiquée dans sa dimension politique, même si ce principe peut aussi retrouver des expressions dans la sphère économique, sociale et culturelle. En revanche, les principes de liberté politique et économique sont les plus revendiqués.

Ces valeurs révèlent aussi que ces organisations partagent des visions « libérales » de la société. Pour l'opposition, la nation doit être l'espace de réalisation des intérêts des citoyens, en tant que sujets individuels et autonomes. Cette réalisation n'est pas nécessairement une conséquence des projets collectifs, mais le résultat de l'effort individuel. C'est pour cela que les valeurs liées à la méritocratie et aux succès personnels sont hautement

valorisées. Pour l'opposition, le progrès national est compris comme processus de modernisation et ce dernier n'est possible qu'à partir du progrès individuel. Dans ce contexte, l'individu ne se confond pas avec l'entité du « peuple ». Ici, il s'agit d'individus « autonomes », et leurs actions sont le résultat de choix rationnels ciblant la maximisation de leur bénéfice.

Pour ces secteurs, l'arrivée de Chávez au pouvoir a représenté la division de la société. À leurs yeux, l'harmonie sociale a été rompue par le gouvernement et Chávez a introduit le conflit dans la société vénézuélienne. Le Président est accusé de renoncer à une politique privilégiant la réconciliation nationale. Au contraire, il aurait exacerbé des revendications émanant de secteurs populaires, toujours marginaux.

Pour l'opposition, le gouvernement de Chávez est un gouvernement démagogique, porteur du conflit social. Non seulement, cette interprétation réfute les progrès accomplis en faveur des plus démunis, mais elle sous-entend aussi que les classes populaires ne savent pas ce qu'elles disent. L'interprétation s'appuie sur la perception d'un « peuple idiot », trompé par un leader cuistre et mal intentionné. Elle nous décrit des masses manquant de discernement et abusées par le discours démagogique du chef. Le « peuple » s'identifie à son leader messianique et aux promesses qu'il fait. L'électorat populaire ne se caractériserait pas par une évaluation rationnelle de la situation. Son comportement est avant tout d'ordre émotionnel et motivé par une accumulation de déceptions et par la volonté de revanche.

Selon les critiques, le vote chaviste serait un vote « matériel » profondément irrationnel, alors que le vote en faveur de l'opposition résulterait de la dimension éthique de la « chose publique ». Ils conçoivent les classes populaires comme incapables de déconstruire un réseau de cooptations clientélistes. Ils placent les secteurs populaires en opposition au citoyen éduqué, en pleine possession de ses facultés de jugement pour discerner son intérêt égoïste d'un calcul rationnel dirigé vers la préservation du bien commun. Dans le cas vénézuélien, ceci se traduit dans des exemples comme celui de l'éditorial du journal *El Nacional*, selon lequel l'assistance massive des militants aux manifestations convoquées par le chavisme est due au « bout de pain » et à la « bouteille de rhum » qui sont distribués à l'assistance¹⁵. Pour les critiques, ces militants font partie du

15. *El Nacional*, 14 octobre 2002.

« lumpen » et des « passagers sempiternels » des bus qui font l'aller-retour de la campagne à Caracas lors des manifestations chavistes.

Cette interprétation méconnaît le fait que des questions « subjectives » comme celle de se sentir souverain ou de participer à la prise de décision, ou d'autres, plus « objectives », comme celle de trouver un emploi, de récupérer le pouvoir d'achat ou de recevoir une multiplicité de formes d'aide sociale provoquent, dans les secteurs populaires, un enthousiasme que, traditionnellement, les secteurs des classes moyennes sous-valorisent. Selon cette interprétation, les électeurs du chavisme ne sont pas des sujets libres, donc des citoyens pleins, parce qu'ils sont insérés dans des rapports de clientélisme et dominés par ceux-ci. Ils seraient incapables d'interpréter des phénomènes tels que la crise énergétique, l'inflation, la corruption, le désapprovisionnement, l'insécurité ou l'inefficacité dans le fonctionnement de l'État. Cependant, la mauvaise humeur sociale engendrée à diverses reprises contre certains candidats chavistes et le désenchantement par rapport à quelques offres électorales proposées par le PSUV non seulement mettent en question toute aliénation, mais nous parlent aussi d'une différenciation claire entre la figure de Chávez et le projet bolivarien d'une part, et la classe politique qui peut l'accompagner d'autre part.

L'inacceptable de cette conceptualisation ne réside pas dans le fait qu'une partie importante de la société vote différemment, défende des intérêts particuliers ou s'exprime contre les secteurs populaires, – ce qui est acceptable dans un contexte démocratique –, mais dans le fait de suggérer que la qualité du suffrage change selon l'individu qui l'exerce ou l'option politique qui s'exprime.

Cette représentation de la politique, du « Nous » et de « l'Autre », s'inscrit, en Amérique latine, dans une temporalité longue. Dans le désordre global, les « néo-populismes » ont rendu beaucoup plus évident le degré de différenciation culturelle qui existe dans les sociétés latino-américaines, qui sont des sociétés assez hiérarchisées. Par réaction, ils ont fait émerger un discours de droite « raciste ». Les divers conflits ont rendu visible la « question raciale », en soulignant comment les préjugés raciaux contribuent à renforcer l'inégalité sociale héritée de l'époque coloniale.

Conclusion

Dans le Venezuela du désordre global, la nation est toujours un élément de légitimation et un espace à s'approprier. La « vénézuélanité », l'Être national et toutes les expressions « essentialistes » de la question nationale s'expriment sous la forme d'un objet de franche discorde. La dispute autour de la nation se reflète dans la tentative d'appropriation des symboles nationaux. Des secteurs sociaux divers ont recours à des discours patriotiques, entonnent l'hymne national, brandissent les couleurs de la « patrie » et recourent à tout un éventail de symboles nationalistes pour soutenir des projets antagoniques. Ils montrent que l'appropriation de la nation peut se faire dans le sens d'une inclusion, mais aussi d'une exclusion sociale.

Même si la logique de guerre suivant le modèle ami-ennemi a permis la consolidation des identités politiques et l'unification à l'intérieur de chaque bloc, elle a aussi entraîné l'invisibilité du caractère hétérogène de la société. Ces conceptions de la politique ont rendu la société vénézuélienne hautement conflictuelle, ce qui ne signifie pas absence de démocratie. Ce qui définit une pratique démocratique est le fait qu'elle offre des canaux d'expression non violents du conflit, en particulier ceux liés à la question de l'inégalité ou de la distribution. Le sens d'une politique démocratique serait non pas de supprimer la division, mais de gérer l'opposition entre « Eux » et « Nous », résultat du conflit hors d'une « logique de guerre »¹⁶, en empêchant la primauté de conceptions qui identifient le contraire comme un ennemi qu'il faut éliminer et non comme un adversaire d'existence légitime.

Edgardo Manero

Chargé de recherche au CNRS/EHESS-Mascipo

Eduardo Salas

Doctorant de l'Université de Toulouse II Le Mirail

16. Sur la logique de guerre, voir Edgardo Manero, *L'Autre, le Même et le Bestiaire*, L'Harmattan, Paris, 2003.

Table des matières

Préface <i>Jean-Baptiste Meyer</i>	7
Introduction <i>João Medeiros</i>	13
L'avenir de la nation <i>Ruben George Oliven</i>	28
De la nation en Afrique	
AFRIQUE DU SUD La nation arc-en-ciel <i>Benoît Antheaume</i>	48
ÉGYPTE Les avatars de la nation <i>Tewfik Aclimandos</i>	64
MAROC L'ombre du Palais <i>David Alvarado</i>	83
SOMALIE Entre islamisme national et nationalisme diasporique <i>Marc-Antoine Pérouse de Montclos</i>	105
De la nation en Amérique	
BOLIVIE De la République créole à l'État plurinational communautaire <i>Louis Arreghini</i>	116
BRÉSIL Métissage et racisme invisible <i>João Medeiros</i>	130
CANADA L'État-nation du Canada, la nation québécoise <i>Louis Balthazar</i>	147
CUBA La nation introuvable <i>Vincent Blösch</i>	164

MEXIQUE Face au narco-pouvoir <i>Nathalie Gravel, Nicolas Foucras</i>	191
VENEZUELA Mondialisation, bolivarianisme et question nationale <i>Edgardo Manero, Eduardo Salas</i>	203
De la nation en Asie	
AFGHANISTAN Af-pak <i>Georges Lefeuvre</i>	222
AUSTRALIE Un territoire rêvé à l'échelle du monde <i>Luc Vacher</i>	240
BIRMANIE « Birmanisation » <i>Renaud Egreteau</i>	260
CHINE 56 nationalités, une nation <i>Émilie Frenkiel</i>	283
INDE Citoyenneté et patriotisme <i>Max-Jean Zins</i>	302
PAKISTAN Entre islam et ethnicité <i>Lionel Baixas</i>	318
VIÊT-NAM Résistances, révolutions, réunifications <i>François Guillemot</i>	340
De la nation en Europe	
ALLEMAGNE Passion allemande <i>Nicole Gabriel</i>	368
BELGIQUE Mythe national <i>Dominique Boxus</i>	382

ESTONIE	397
Une « Kulturnation »	
<i>Jean-Pierre Minaudier</i>	
FRANCE	414
Les paradoxes de la question nationale	
<i>Hubert Peres</i>	
MOLDAVIE	434
Une identité instrumentalisée	
<i>Inessa Baban</i>	
RUSSIE	443
Legs impérial et patriotisme	
<i>Marlène Laruelle</i>	
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, SLOVAQUIE	461
Examen d'un divorce national	
<i>Jean-Philippe Namont</i>	
De la nation au Proche et Moyen-Orient	
ÉMIRATS ARABES UNIS	476
Un puzzle démographique en quête d'unité	
<i>Djilali Benchabane</i>	
IRAN	490
Société, État islamique et nucléaire	
<i>Azadeh Kian</i>	
ISRAËL	508
L'introuvable nation israélienne	
<i>Atain Dieckhoff</i>	
LIBAN	522
Une structure confessionnelle	
<i>Haykal Rahi</i>	
TURQUIE	538
Les nouveaux défis	
<i>Maya Arakon</i>	
YÉMEN	552
Les paradoxes d'une nation	
<i>Laurent Bonnefoy</i>	